

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, l'honorable représentant rentre d'une tournée qui l'a conduit en Algérie, en Tunisie et autres pays d'Afrique où il est allé chercher des débouchés, mais apparemment il n'a pas étudié la question très attentivement, autrement il n'aurait pas fait l'observation qu'il a faite sur mon compte. Compte tenu de cette observation, je lui demande maintenant de déposer l'accord signé le 6 juin 1963, je pense, au sujet des dépenses militaires de défense. S'il veut bien déposer ce document, nous aurons alors une réponse complète que nous n'avons pas encore.

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, je serai ravi de mettre les choses au point. A la page . . .

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'hon. M. Hees: Répondez oui ou non.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je signale au ministre que nous nous engageons dans un débat. Il voudrait peut-être essayer de répondre rapidement à la question, et nous pourrions peut-être éviter ainsi un débat, soit dans les questions, soit dans les réponses.

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, je suis prêt à parier 10 piastres au très honorable député de Prince-Albert que j'ai raison.

L'hon. M. Hees: Vingt dollars.

L'hon. M. Pepin: Quant à savoir si je déposerai . . .

L'hon. M. Hees: Montrez l'argent. J'accepte le pari.

L'hon. M. Pepin: Bien.

Le très hon. M. Diefenbaker: Si le député n'a pas \$10 parce qu'il a dépensé trop d'argent en voyage, je les lui prêterai pour ce pari.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plait. La parole est au député de Dartmouth-Halifax-Est pour une question supplémentaire. Je signale aussi aux députés que nous n'avancions pas rapidement.

LES ÉCHANGES D'INFORMATIONS AU SUJET DES HYDROPTÈRES ET DES TURBINES À GAZ

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question complémentaire au ministre de la Défense nationale ou au ministre de l'Industrie et du Commerce? L'un de ces messieurs peut-il dire à la Chambre si oui ou non nous avons transmis au gouvernement des États-Unis les rapports d'évaluation complets de l'étude sur le Bras d'Or et la turbine à gaz JD 6, ce qui permettrait de les mettre au point et de les construire aux États-Unis?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): Non, monsieur l'Orateur. Nous avons bien sûr

échangé des informations au sujet des hydroptères, par l'entremise d'un comité de l'OTAN.

M. l'Orateur: A l'ordre. Comme 30 ou 35 députés attendent leur tour, nous ne pourrions donner la parole à tous si nous n'essayons pas d'aller plus vite.

LA CONSTRUCTION D'HYDROPTÈRES AUX ÉTATS-UNIS— LES BESOINS DU CANADA

M. Doug Rowland (Selkirk): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de la Défense nationale. Étant donné que la Boeing Aircraft Corporation se lance maintenant dans la production d'hydroptères du type Tucumcari, et vu que les États-Unis voudraient que nous leur achetions davantage de matériel de défense, et que de toute façon nous avons besoin de garde-côtes, le gouvernement du Canada envisage-t-il d'acheter des hydroptères du type Tucumcari à cette fin?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je ferai remarquer au député qu'un hydroptère utilisé comme garde-côte aurait de sérieuses difficultés avec la glace et les objets flottant au large des côtes du Canada, difficultés que ne surmonte pas un hydroptère océanique à longue portée comme celui que nous sommes en train de mettre au point. Je ne pense donc pas que nous achèterons d'hydroptère aux États-Unis.

* * *

LA SÉCURITÉ DU REVENU FAMILIAL

LES ALLOCATIONS FAMILIALES—LES ENTRETIENS RELATIFS À LA COORDINATION DES RÉGIMES D'OTTAWA ET DU QUÉBEC

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Étant donné que le ministre des Affaires sociales du Québec a déclaré hier son intention de déposer un projet de loi sur les allocations familiales avant la fin de décembre et qu'il serait difficile, pour le Québec, de présenter un projet de loi valable sans connaître la nature des ententes intervenues avec le gouvernement fédéral, le premier ministre pourrait-il assurer la Chambre que les négociations actuellement en cours entre le Québec et le gouvernement fédéral seront terminées avant que le Québec ne présente son projet de loi à l'Assemblée nationale?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je ne peux pas répondre à cette question, monsieur le président, parce que je ne connais pas les derniers détails de l'attitude que le gouvernement du Québec adoptera. Pour ce qui est de la position du gouvernement fédéral, elle est connue, puisque nous avons déjà procédé à la première lecture du bill sur les allocations familiales.

Relativement aux principes généraux dont le premier ministre Bourassa a parlé au début de septembre, nous avons indiqué que nous étions disposés à négocier. Je ne peux donner l'assurance que les négociations seront terminées si, effectivement, M. Castonguay veut présenter son projet de loi à une telle date.